

# Mettre fin à la crise de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène ensemble

Priorités stratégiques pour des avancées plus rapides



## Résumé analytique

Mars 2023



**WaterAid**

# Résumé analytique

▼ L'atelier « Et moi alors ? » visait à sensibiliser les participants à l'importance d'avoir accès à des toilettes. Province de Kampot, Cambodge. Septembre 2019.

**Ce document présente une série de recommandations stratégiques pour les pays qui s'efforcent de promouvoir l'accès universel, durable et sûr aux services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène (EAH). Il s'adresse aux ministres, aux responsables politiques et aux décideurs nationaux et infranationaux des pays en développement, ainsi qu'à l'ensemble des partenaires de développement.**

Les services EAH et les bonnes pratiques en la matière sont essentiels pour tous. Indispensables au développement économique et à la bonne santé des populations, ils contribuent à la lutte contre les inégalités de genre et au renforcement de la résilience face au changement climatique. On estime qu'investir dans l'accès universel à un service élémentaire d'approvisionnement en eau potable permettrait de générer annuellement des revenus pouvant atteindre 32 milliards de dollars US, tandis qu'investir dans les services élémentaires d'hygiène pourrait rapporter jusqu'à 45 milliards de dollars US. De même, un accroissement des investissements dans des services d'assainissement gérés en toute sécurité pourrait rapporter 86 milliards de dollars US par an<sup>1</sup>.

On a pu constater, au cours des 20 dernières années, que des progrès réels sont possibles dès lors que les services EAH figurent parmi les objectifs prioritaires des politiques nationales de développement. En Inde, par exemple, le taux de couverture de l'assainissement élémentaire est passé de 15 % en 2000 à 71 % en 2020, tandis que, au Nigéria, le taux de couverture en eau potable a augmenté, passant de 43 % à 73 % sur la même période. Pourtant, alors que nous sommes à mi-parcours du calendrier de réalisation des objectifs de développement durable (ODD), les avancées restent bien trop lentes et inégales, en particulier au sein des populations les plus pauvres et les plus vulnérables des pays les moins avancés (PMA). Par exemple, au rythme actuel, on estime que 37% seulement de la population d'Afrique subsaharienne aura accès, d'ici à 2030, à des services d'approvisionnement en eau gérés en toute sécurité<sup>2</sup>.

1. WaterAid et Vivid Economics, *Mission critique : Investir dans l'eau, l'assainissement et l'hygiène pour une reprise économique saine et respectueuse de l'environnement*. WaterAid, Londres, 2021. Disponible à l'adresse suivante : [washmatters.wateraid.org/sites/g/files/jkxooof256/files/mission-critique-investir-dans-leau-l-assainissement-et-lhygiene-pour-une-reprise-conomique-saine-et-respectueuse-de-lenvironnement.pdf](https://washmatters.wateraid.org/sites/g/files/jkxooof256/files/mission-critique-investir-dans-leau-l-assainissement-et-lhygiene-pour-une-reprise-conomique-saine-et-respectueuse-de-lenvironnement.pdf) (page consultée le 7 février 2023).
2. Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène, « WASH Data ». Disponible en anglais à l'adresse suivante : [washdata.org](https://washdata.org) (page consultée le 7 février 2023).



WaterAid/You Sokmeng

- **Investir dans l'accès universel à un service élémentaire d'approvisionnement en eau potable permettrait de générer annuellement des revenus pouvant atteindre 32 milliards de dollars US<sup>1</sup>.**
- **Investir dans les services élémentaires d'hygiène permettrait de générer 45 milliards de dollars US par an<sup>1</sup>.**
- **Investir dans des services d'assainissement gérés en toute sécurité permettrait de générer 86 milliards de dollars US par an<sup>1</sup>.**

On assistera, au cours de la prochaine décennie, à une augmentation continue de la population et à des mouvements de migration rurale-urbaine toujours plus soutenus. Le changement climatique, l'instabilité politique, les épidémies et le ralentissement économique font peser de nouvelles menaces sur la santé, la sécurité hydrique et alimentaire, le développement socioéconomique et l'égalité des genres. Dans ce contexte, des services EAH durables et sûrs seront d'autant plus indispensables pour renforcer la résilience des populations.

Les pays qui ont connu des progrès rapides, à l'image de l'Inde, ont bénéficié du rôle moteur qu'ont endossé les chefs de gouvernement. Ainsi, en 2014, l'allocation d'un budget de 20 milliards de dollars US et la mobilisation de ressources humaines à tous les niveaux pour le lancement de la mission Swachh Bharat (SBM) par le Premier ministre indien ont été des éléments déterminants pour réduire la pratique de la défécation en plein air. La mission Swachh Bharat aurait permis de construire 100 millions de toilettes et plus de 500 000 villages dans lesquels les habitants ne sont plus obligés de déféquer en plein air<sup>3</sup>.

▼ Drishti and Rajeev, animateurs de mouvements de jeunesse, contrôlent la qualité de l'eau avec des agents d'exploitation et d'entretien dans un centre *anganwadi* (garderies en milieu rural) de New Delhi en Inde. Mars 2020.

## Pourquoi les avancées ne sont-elles pas plus rapides ?

- Le leadership des gouvernements et les priorités politiques font défaut.
- Les capacités et dispositifs institutionnels sont inadéquats.
- Les ressources financières sont insuffisantes et les dépenses sont inefficaces.
- L'égalité des genres et l'inclusion sociale ne sont pas prises en compte ni financées de manière adéquate dans le cadre des services EAH et des politiques sanitaires.
- Les politiques de santé publique négligent les aspects fondamentaux liés à l'EAH nécessaires à la création d'environnements de vie sûrs.
- Les activités liées à l'EAH ne sont pas considérées comme des services qu'il convient de pérenniser.
- Les questions relatives à l'EAH, à la gestion des ressources en eau et au changement climatique ne sont pas suffisamment prises en compte.
- Les mécanismes de redevabilité et la réglementation sont peu contraignants.

## Recommandations stratégiques prioritaires à l'intention des gouvernements en vue d'accélérer les progrès

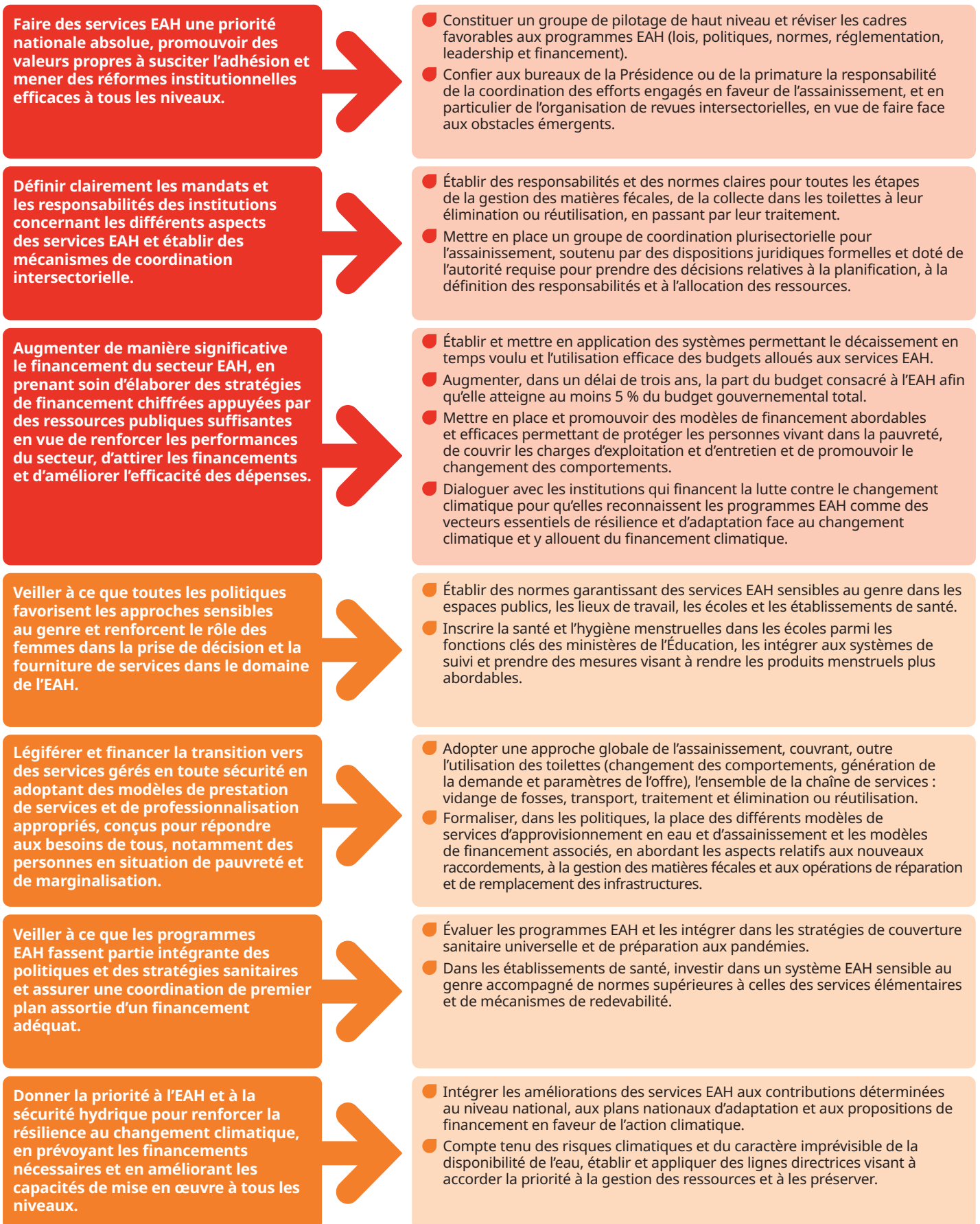
WaterAid formule un ensemble de recommandations stratégiques adressées aux gouvernements afin de surmonter les principales barrières à l'accès universel et sûr aux services d'EAH.

Il convient d'adapter les recommandations au contexte propre à chaque pays. Les trois premières recommandations sont toutefois particulièrement importantes pour établir les bases d'une accélération des progrès.

3. Ministère du pouvoir de l'eau (Jal Shakti), « *Toilets Built Under Swachh Bharat Mission* ». 2022. Disponible en anglais à l'adresse suivante : [pib.gov.in/PressReleaseIframePage.aspx?PRID=1797158](http://pib.gov.in/PressReleaseIframePage.aspx?PRID=1797158) (page consultée le 7 février 2023).



**Figure 1 : Recommandations stratégiques et exemples concrets d'actions immédiates**



## Le rôle des partenaires de développement dans le soutien aux gouvernements

Les gouvernements sont les principaux moteurs de progrès vers l'accès universel aux services EAH, mais les partenaires de développement, le secteur privé et les organisations de la société civile ont également un rôle important à jouer pour faciliter la mise en œuvre des recommandations présentées dans ce document.

**Les partenaires de développement devraient œuvrer pour favoriser la coordination, réduire la fragmentation de l'aide publique au développement (APD) et des prêts accordés au secteur EAH et assurer une répartition équitable des ressources.**

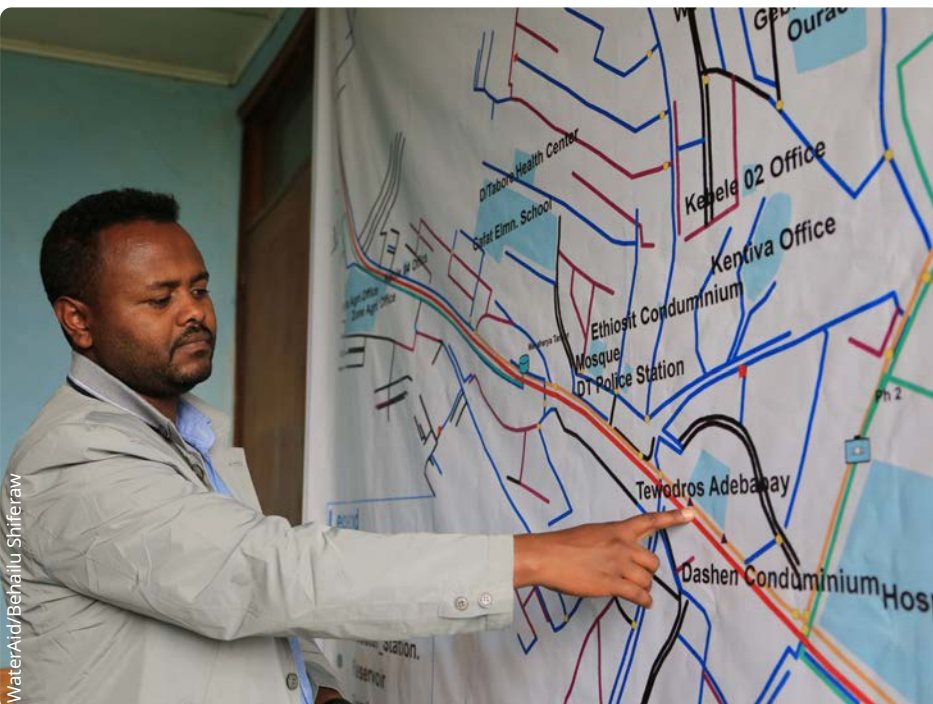
**Les bailleurs de fonds bilatéraux, parmi lesquels les États membres du Groupe des sept (G7), du Groupe des vingt (G20) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) doivent accroître sensiblement, sous forme de dons, leur part d'APD allouée aux programmes EAH, en donnant la priorité aux PMA, aux populations les plus défavorisées, aux zones rurales, aux zones urbaines informelles, à la durabilité et aux programmes EAH sensibles au genre.**

Il conviendrait par ailleurs que ces pays alignent leur politique d'APD dédiée aux programmes EAH sur les stratégies et les plans gouvernementaux, et profitent des opportunités offertes par le financement mixte pour accroître le financement alloué au secteur<sup>i</sup>.

**Les Nations Unies et les organisations non gouvernementales (ONG) internationales** doivent : 1) se coordonner à l'échelle de chaque pays en prenant garde à se conformer aux politiques et aux priorités gouvernementales et en veillant à harmoniser conseils et actions de soutien ; 2) s'attacher à collaborer avec les gouvernements pour renforcer les systèmes sur lesquels reposent les services EAH offerts ; 3) souligner la nécessité d'obtenir des résultats rapides, en donnant la priorité aux populations vulnérables ; 4) souligner que les activités liées à l'EAH sont des services ; 5) accentuer les efforts de sensibilisation, notamment concernant les enjeux de l'hygiène et de l'assainissement ; et 6) se concentrer davantage sur les services EAH résilients aux effets du changement climatique et sensibles au genre.

**Les banques multilatérales et, en particulier, les institutions financières internationales** doivent : 1) reconnaître le rôle essentiel que jouent toutes les composantes EAH dans l'adaptation au changement climatique et le renforcement de la résilience, et réformer en conséquence le financement alloué à la lutte contre le changement climatique ; 2) accroître la part des ressources financières allouées à l'adaptation au changement climatique ; 3) augmenter les dons et réduire le montant des intérêts des prêts accordés au secteur EAH pour contribuer à améliorer et à préserver la santé publique.

**Les organisations du secteur privé** doivent : 1) investir davantage dans le secteur EAH afin de favoriser la santé et la durabilité de la main-d'œuvre et des marchés ; 2) soutenir les efforts des gouvernements visant à élargir les services EAH et à améliorer leur efficacité en déployant des solutions innovantes ; 3) recourir aux services publics afin de contribuer à leur viabilité ; et 4) promouvoir la sécurité hydrique en veillant à ce que les effluents industriels soient traités conformément aux normes en vigueur avant d'être déversés dans le milieu naturel.



◀ Muluken Wondirad, responsable du service des eaux de Debre Tabor, examine la carte du réseau des canalisations. Dans sa perception de l'avenir, Muluken envisage l'accès universel à l'eau potable 24 heures par jour, 365 jours par an. Région d'Amhara, Éthiopie. Août 2018.

- i. Le financement mixte consiste à utiliser de manière stratégique le financement du développement pour mobiliser des fonds supplémentaires en faveur du développement durable dans les pays en développement. Pour plus de détails, veuillez consulter la page suivante : [oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/financement-mixte](https://oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/financement-mixte)



◀ Ladislaus Stephano, employé de site, et Julius Chisengo, opérateur responsable des systèmes de traitement décentralisé des eaux usées, qui permettent de transformer les matières fécales en biogaz et de recycler l'eau utilisée pour l'irrigation. Dar Es Salaam, Tanzanie. Mars 2021.

Photo de couverture principale : Fatimata Coulibaly, membre du groupe de femmes Benkadi, est responsable du suivi et de la gestion de l'eau. Région de Ségou, Mali. Février 2019.

Photo de couverture secondaire : Chea et ses collègues débouchent un égout dans la province de Battambang, au Cambodge. Mars 2022.

## Remerciements

La préparation de ce document n'aurait pas été possible sans les collègues et consultants suivants de WaterAid : Andrés Hueso, Amaka Godfrey, Ella Lines, Guy Hutton, Helen Hamilton, Jonathan Farr, John Garrett, Kathryn Pharr, Sophie Hickling, Sue Cavill et Vincent Casey.

Pour plus de détails, veuillez contacter Amaka Godfrey, Directrice de la politique mondiale et de la recherche : [amakagodfrey@wateraid.org](mailto:amakagodfrey@wateraid.org).

**WaterAid est une organisation internationale à but non lucratif œuvrant à démocratiser l'accès à l'eau potable, à des toilettes décentes et à de bonnes conditions d'hygiène partout et pour tous, en l'espace d'une génération. Seules des réponses pérennes à ces trois enjeux essentiels peuvent permettre aux populations de voir leur vie se transformer pour de bon.**

WaterAid est une organisation caritative enregistrée. Australie : ABN 99 700 687 141. Canada : 119288934 RR0001. Inde : U85100DL2010NPL200169. Japon : WaterAid Japan est un organisme à but non lucratif agréé. Suède : Org. n° 802426-1268, PG : 90 01 62-9, BG : 900-1629. Royaume-Uni : 288701 (Angleterre et pays de Galles) et SC039479 (Écosse). États-Unis : WaterAid America est une organisation à but non lucratif régie par l'alinéa 501(c) (3) du Code des impôts américain.

